

Michel Depierre habite Montbonnot. Il est juriste de formation, avocat honoraire et il préside l'association **Accueil Migrants Grésivaudan (AMG)**. C'est à ce titre que MeyDIA l'a rencontré.



Comment est née l'association AMG ?

Michel Depierre : la photo de ce petit garçon kurde syrien mort noyé en septembre 2015 sur une plage de Turquie a été le déclencheur. Un petit groupe de citoyens du Grésivaudan a décidé de ne pas rester spectateur face au drame quotidien des migrants qui fuyaient, au péril de leur vie, la guerre, la violence ou la misère dans leur pays.

Et donc vous décidez de créer une association qui leur viendrait en aide ?

Michel Depierre : ce petit groupe s'est appuyé sur des associations expérimentées dans l'accueil des réfugiés de toutes origines et de toutes conditions, notamment la CIMADE, l'APARDAP (Association de Parrainage Républicain des Demandeurs d'Asile et de Protection), l'ADA (Accueil Demandeurs d'Asile), la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), Un toit pour tous, Solidarité Saint Martin, Welcome et Esaïe qui sont des réseaux d'accueil de demandeurs d'asile chez des particuliers, Médecins du Monde.

En novembre 2015, nous avons organisé une réunion publique au cours de laquelle ces associations ont livré à deux cents personnes, dont des élus, leur expérience des besoins des migrants et de solutions envisageables. C'est à la suite de ces échanges que nous avons décidé de concentrer les actions de notre collectif sur la recherche de logements car se loger reste la première des priorités pour les migrants.

Puis nous avons souhaité structurer nos actions dans le cadre d'une association baptisée "**Accueil Migrants Grésivaudan**"; le 26 avril 2016 nous avons tenu son assemblée générale constitutive.

Quel est l'objectif de cette association ?

Michel Depierre : venir en aide aux demandeurs d'asile, réfugiés, migrants de toutes origines et toutes

conditions en recherchant des logements auprès des communes, des bailleurs sociaux, des particuliers et en les accompagnant dans leur vie quotidienne (transport, démarches administratives, approvisionnement, accès aux soins médicaux...)

Pendant combien de temps ces logements sont-ils mis à disposition ?

Michel Depierre : l'objectif étant l'intégration, ce sont des logements temporaires, 1 à 2 ans, pas des hébergements d'urgence.

Qu'a-t-il été possible de faire avec les communes du Grésivaudan ?

Michel Depierre : nombre de communes du Grésivaudan (mais pas toutes), répondent à nos sollicitations. A Biviers, la commune a rénové un studio. A Montbonnot, la commune a pu mettre à disposition un logement pour une famille de réfugiés et un deuxième est en cours d'aménagement. A Crolles, une famille de Roms venus de Roumanie vit depuis le mois de mars dans un appartement communal dans l'école, le père de famille travaille et l'intégration se passe bien ; la commune va bientôt pouvoir proposer un deuxième logement. A La Terrasse, nous avons un projet de rénovation d'une petite maison dans le village et à Pontcharra un projet de convention avec un bailleur social pour un appartement. Dans le Grésivaudan nous avons une difficulté qui est l'éloignement de Grenoble car les migrants ont souvent beaucoup de démarches à faire qui nécessitent d'aller à Grenoble.

De ce point de vue, du fait de la liaison rapide au centre-ville de Grenoble avec le bus Chrono, la commune de Meylan est une localisation intéressante pour accueillir des réfugiés !

Médaille de la ville pour François Fillon



La salle de l'Hexagone a accueilli François Fillon dans le cadre de l'organisation de la primaire de la droite et du centre. Devant une salle pleine, le maire de Meylan lui a remis la médaille de la ville de Meylan. Nous pensions que la médaille de la ville avait pour objectif d'honorer un acte de bravoure, reconnaître un service, remercier un donateur...

Pas un candidat en campagne !

Rond-point de Didcot (Inovalée)

A la mi-octobre un jeune cycliste qui empruntait le rond-point de Didcot a été renversé par une voiture et gravement blessé.



Depuis une dizaine d'années et plusieurs accidents, les alertes se sont multipliées auprès de la mairie pour réclamer un aménagement qui ralentirait la vitesse des voitures qui arrivent trop vite de la bretelle d'autoroute.

Car ce carrefour est très emprunté : le matin par les cyclistes qui viennent travailler sur Inovalée, le soir quand ils en repartent et en milieu de journée par les centaines de salariés qui vont déjeuner dans les restaurants d'entreprise, chemin du vieux chêne ou avenue du Granier.

Après des années d'immobilisme de notre commune, c'est désormais la Metro qui est en charge de cette voirie. Il y a urgence, n'attendons pas qu'il soit trop tard !

Chapeau bas !



Et merci au collectif meylanais qui vient en aide quotidiennement aux réfugiés des Balkans qui vivent dans un camp de tentes derrière le Stade des Alpes (repas chauds, lessive, soins, scolarisation, accompagnement).

1, imp des Saraméjous
38240 Meylan
ISSN 1243-7530
www.meydia.org



Directeur de la publication :
Philippe Schaar



Soutenez MeyDIA

- Je fais un don pour soutenir la parution du journal de MeyDIA
- J'adhère à MeyDIA : jeune ou chômeur 5€, Individuel 24€, Couple 38€

Nom : _____
Adresse : _____

Chèque à l'ordre de MeyDIA à envoyer à A. Rousseau, 18 chemin des Buisses 38240 Meylan



>>> retrouvez l'ensemble de l'actualité sur notre site internet www.meydia.org

Accueil des réfugiés, la commune de Meylan doit agir !



Si Noël est devenue une grande fête commerciale, c'est aussi l'occasion pour les familles de se retrouver et de partager des moments festifs ensemble.

C'est en pensant aux réfugiés qui ont tout quitté, qui vivent dans l'angoisse du lendemain et qui éprouveront pendant cette période de fêtes encore plus durement leur solitude (quand ce n'est pas le froid pour ceux qui vivent dehors) que nous avons choisi de leur consacrer le dossier thématique de ce journal.

Des Meylanais, de tous horizons, particuliers, militants associatifs, paroissiens viennent en aide aux réfugiés, chacun à leur mesure : aide alimentaire, confection de repas, bénévolat dans des associations caritatives et même hébergement temporaire. Car la question du logement demeure aigüe et plus encore à l'approche de l'hiver : nombre de réfugiés vivent sous une tente.

Ces engagements contrastent avec l'attitude de notre commune. Notre maire et sa majorité ne prennent aucune initiative malgré les interpellations des élus de l'opposition et des associations. Par exemple aucun local n'a pu être mis à disposition de réfugiés, même pour une durée limitée.

Vous trouverez aussi dans ce numéro notre coup de gueule face à l'urbanisation anarchique qui se poursuit sur la commune et notre "étonnement" quant à la décision de notre maire de remettre la médaille de la ville au candidat en campagne François Fillon venu en meeting à Meylan.

Je vous souhaite à tous de bonnes fêtes de fin d'année

Bien à vous.

Philippe Schaar
Président

Les dossiers de la commune

la commune

Les réfugiés en France

Chaque jour, des personnes sont obligées de partir de chez elles, souvent brutalement. Les raisons sont multiples : fuir un conflit, échapper à des persécutions ou partir avec l'espoir d'un meilleur avenir, ailleurs. Elles partent de Syrie, du Kosovo ou de la République Démocratique du Congo...

"Migrant" n'est pas une catégorie juridique, le terme désigne simplement les personnes qui, par choix, par nécessité ou par contrainte, quittent leur pays pour aller s'installer dans un autre.

"Réfugié" est un statut encadré par la convention de Genève de 1951 qui définit les obligations légales des Etats qui l'ont ratifiée (notamment tous les pays de l'Union Européenne).

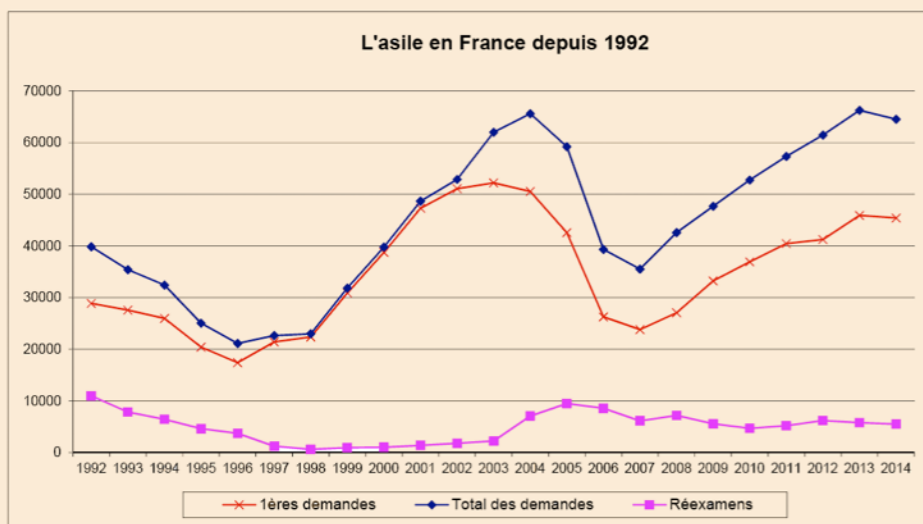
Réfugié : personne qui craint avec raison des persécutions liées à ses opinions politiques, son origine ethnique ou religieuse, son appartenance à un certain groupe social ou sa nationalité.

Les politiques qui génèrent des inégalités sociales et économiques grandissantes favorisent la montée de l'extrême-droite et de la xénophobie qui font de l'immigration la cause de ces maux. Les réfugiés et les migrants sont alors perçus comme une menace dans les discours qui ne cessent d'envahir le débat public, un peu partout dans l'union Européenne.

En France le parti qui a bâti son fond de commerce sur la dénonciation d'une soi-disant "immigration de masse" (c'est la formule officielle du Front national) ne cesse de progresser aux élections. L'augmentation du nombre de demandeurs d'asile a laissé la place à tous les fantasmes : invasion, afflux massif...

Pourtant, nous dit l'ADA de Grenoble (association Accueil Demandeurs d'Asile), "si on replace cette augmentation du nombre de primo-arrivants demandeurs d'asile dans un contexte historique, elle n'est pas si exceptionnelle. Si on revient par exemple sur le conflit d'ex-Yougoslavie, il a entraîné un déplacement de population proportionnellement aussi important dans une Union Européenne qui ne comprenait que 15 membres. (...) L'inquiétude ou l'incompréhension d'une partie de l'opinion publique face à la question des réfugiés exige une réponse éclairée de la part des femmes et hommes politiques français, et l'adoption d'un discours responsable. Il n'y a pas "d'appel d'air" pour les réfugiés qui sont au contraire poussés à fuir".

S'il y avait un Euro 2016 de l'accueil des migrants, force est de constater que la France, proportionnellement au poids qu'elle pèse en Europe, n'aurait pas



Sources : OFPRA - CNDA

passé le premier tour, battue aussi bien par l'Islande, la Finlande que Chypre, et écrasée par l'Allemagne. Rapporté au nombre d'habitants de chaque pays - ce qui permet de mesurer l'effort que chacun consacre au droit d'asile et à l'accueil des réfugiés - la France arrive en effet en 16ème position dans l'Union européenne.

A la fin juillet 2016, 4 554 demandeurs d'asile s'étaient manifestés auprès des pouvoirs publics en Auvergne-Rhône-Alpes.

Beaucoup d'initiatives individuelles ou collectives émergent : hébergement de familles dans des chambres d'amis, collecte de vêtements et d'aide alimentaire. Car les migrants manquent de tout : de nourriture, d'eau, d'abri, d'endroits où se laver. Surtout lorsque les conditions météo deviennent de plus en plus difficiles comme en hiver. Les associations se mobilisent également massivement, avec les moyens dont elles disposent pour leur venir en aide, tout comme les paroisses qui répondent à l'appel du Pape.

La question du logement est la plus aigüe. En principe, une fois qu'un migrant dépose une demande d'asile, il est immédiatement logé en Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile (CADA). En réalité, il attend des mois, et parfois, n'obtient jamais de logement.

Les dix premiers pays pour les premières demandes d'asile ¹ :

PAYS	2014
Rép. Dém. Congo	3 782
Chine	2 497
Bangladesh	2 425
Russie	2 138
Syrie	2 072
Pakistan	2 047
Albanie	1 944
Soudan	1 793
Haïti	1 730
Guinée	1 612

PAYS	2015
Soudan	5 091
Syrie	3 403
Kosovo	3 139
Bangladesh	3 071
Haïti	3 049
Rép. Dém. Congo	2 937
Chine	2 814
Albanie	2 245
Irak	2 145
Afghanistan	2 122

1. Premières demandes hors mineurs accompagnants et hors réexamens

A Grenoble et sur le territoire

Il y a peu de Syriens à Grenoble, environ une soixantaine de personnes. Les nationalités les plus représentées sont plutôt les Guinéens, les Congolais de la République démocratique du Congo et les migrants en provenance des Balkans.

La ville de Grenoble a rejoint le réseau des villes solidaires et volontaires pour l'accueil de réfugiés, en émettant toutefois des réserves vis-à-vis des orientations du gouvernement sur la question du droit d'asile et des inquiétudes concernant le financement de l'accueil des migrants. Choissant de faire appel à la solidarité de chacun, elle a mis en place une plate-forme en ligne avec l'aide d'une trentaine d'associations pour coordonner toutes ces initiatives citoyennes.

Au total, ce sont 350 personnes qui ont contacté la plate-forme sur l'ensemble de la région grenobloise, afin de proposer différents modes d'engagement (volontariat, aide au soutien scolaire, hébergement...).

Douze collectifs d'habitants se sont constitués et fonctionnent dans des zones rurales des environs de Grenoble, dans le Trièves, en Matheysine, en Chartreuse, dans le nord et le sud Grésivaudan et dans les Balcons de Belledonne.

Par exemple, l'un de ces collectifs d'hébergement a été porté par la petite commune de Sainte Agnès qui a accueilli une famille orientée par l'ADA dans un logement communal, avec un accompagnement global partagé entre la commune, les habitants et l'ADA durant trois mois de janvier à mars 2016.

L'avis de MeyDIA

Notre commune, pourtant favorisée, fait bien peu pour l'accueil des réfugiés. Comment se satisfaire de la réponse régulièrement opposée par les élus : "Meylan ne dispose pas de logements communaux qui pourraient être mis à disposition" ? Une telle réponse traduit surtout un manque de volonté politique en matière d'accueil de réfugiés de la part de nos élus. Nous sommes conscients que loger une ou deux familles de réfugiés sur notre commune ne s'improvise pas. Mais, mettons-nous autour d'une table, réfléchissons ensemble, élus, associations, habitants et relevons le défi... Ainsi nous nous honorerons.

Urbanisme à Meylan



En attendant le démarrage du chantier des "Sources 2" (quartier des Buclos), et malgré les promesses de la mairie, le terrain a été entièrement clôturé et la servitude de passage pour les piétons et les cycles condamnée. On ne le dira jamais assez : la qualité de vie à Meylan doit beaucoup à ces petits sentiers qui serpentent à travers les habitations. Pourtant, programme immobilier après programme immobilier, ils disparaissent... Les nouvelles copropriétés sont désormais toutes closes car notre municipalité n'a pas su imposer des servitudes de passage.



Même constat pour ces nouvelles constructions au Charlaix. Un grillage tout neuf barre l'accès. A la place imaginons un petit sentier bordé d'une haie champêtre qui se glisse au milieu, entre les maisons, tout en préservant l'intimité des occupants...



Enfin, que dire de l'abattage d'arbres, dont de nombreux chênes, sur tous les programmes de logements d'Inovalée. Les chênes qui ont été préservés risquent d'avoir une durée de vie qui ne devrait pas dépasser quelques années, compte tenu de leur proximité avec les bâtiments.

MeyDIA salue le travail des Unions de Quartiers de Meylan sur l'urbanisation actuelle.

Comme elles, MeyDIA pense qu'il est nécessaire de construire du logement à Meylan, mais pas n'importe comment !